

LES SYNDICATS ET NOTRE MODÈLE SOCIAL ONT-IL FAIT FUIR ZALANDO ?

Une entreprise allemande de vente de vêtements en ligne (Zalando) a choisi les Pays-Bas pour installer son nouveau centre logistique au lieu de la Belgique. 1500 emplois nous seraient passés sous le nez. Le monde politique s'affolle et le monde patronal ressort un discours habituel avec deux attaques : les salaires sont trop hauts et les règles sont trop strictes.

1 Le coût salarial belge est-il affreusement plus élevé chez nous qu'aux Pays-Bas ?

À l'annonce du choix de Zalando, les patrons belges du commerce ont directement dénoncé un coût salarial belge démesuré. Pourtant, il suffit de prendre deux niveaux d'analyse pour répondre à cela. Depuis 1996 la Belgique accuse un retard salarial de 7,5% par rapport aux Pays-Bas. Cela signifie qu'un travailleur moyen a vu son salaire progresser 7,5% plus vite qu'un travailleur moyen belge. Certains répondront que c'est en moyenne et qu'il faut

regarder en détail dans le secteur en question. Et bien, pour un ouvrier magasinier du secteur de la logistique, l'écart de salaire horaire est également en défaveur des belges. Le coût salarial n'y est donc pour rien dans le choix de Zalando et cet épisode donne même des arguments à votre syndicat pour négocier des salaires plus élevés.

7,5 %
Déficit salarial entre la Belgique et les Pays-Bas depuis 1996



4 %
Déficit salarial horaire en défaveur d'un ouvrier magasinier belge par rapport à son voisin hollandais (5 ans d'expérience)

2 Est-il impossible d'avoir de l'e-commerce en Belgique ?

Absolument pas. Les patrons de la logistique et de l'e-commerce réclament que les travailleurs effectuent des prestations de nuit. Pourquoi ? Parce que le consommateur (donc vous) souhaiterait que son paquet soit livré le matin tôt, le samedi ou le dimanche. Mais pour cela, il faut que la chaîne logistique travaille presque 24h/24h. Les syndicats souhaitent en contrepartie négocier les conditions de travail des personnes concernées. Toute personne qui effectue un régime de travail particulier devrait pouvoir être payée mieux ou avoir des compensations. Lorsqu'un ouvrier de la logistique travaille la nuit, il aura - et c'est légitime - une prime

de 12,5% de salaire. Pourtant, les patrons souhaiteraient rendre facultatives les négociations pour ces régimes de travail et donc la possibilité de négocier ces primes. Leur rêve est sans doute de payer de manière identique ou presque un travailleur le jour ou la nuit. **Le risque est grand en dérégulant le travail de nuit de créer une couche de travailleurs doublement précaires : par le type de prestations effectuées et par le salaire injuste qu'ils auraient en retour.** Le mieux à faire aurait été d'associer les syndicats directement à la négociation.

3 Alors à qui la faute ?

Donc, si les salaires ne sont pas plus élevés chez nous, si les règles permettent à l'e-commerce de se développer, qui blâmer ? Deux grandes pistes sont possibles et c'est dans le domaine d'une concurrence non réglée entre États européens.

Concurrence fiscale entre États

La fiscalité est un domaine de compétence qui est géré par les États. La conséquence est qu'ils se font concurrence entre eux en essayant d'attirer les entreprises avec des taux les plus bas possibles. Du coup, les recettes des États fondent et ils doivent diminuer la quantité et/ou qualité des services publics. Une harmonisation européenne de la fiscalité est possible avec un grand danger qu'il faudrait éviter : une harmonisation à la baisse comme souvent envisagé. Pour le moment, les entreprises comme Zalando font du chantage pour avoir la fiscalité la plus favorable possible.



Concurrence sociale entre travailleurs

La concurrence entre les travailleurs est une réalité dans l'Europe aujourd'hui. Les entreprises comme Zalando font un shopping social : elles vont là où on leur offre le plus de réductions de coûts (donc de salaires) possible. Plus encore, elles profitent de la directive européenne « détachement » où des travailleurs européens où les salaires sont bas peuvent aller travailler dans des pays où les salaires sont hauts. Le problème est que ces travailleurs acceptent (parce que la législation et les contrôles sont mauvais) des conditions de rémunération plus basses que les standards, accentuant la concurrence entre des travailleurs victimes d'un système défaillant.

Les entreprises comme Zalando profitent de la concurrence entre les États et de règles défavorables aux travailleurs pour imposer un modèle où tout le monde peut sortir perdant : les travailleurs avec des salaires et conditions de travail plus basses et les États avec un pouvoir affaibli. A méditer au prochain clic sur ce genre de sites ...